

2° les mots “, ainsi que les agents qui sont chargés de procéder à une enquête sur place en vertu des articles 13, alinéa 4, et 22, alinéa 6,” sont abrogés.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
des Indépendants et des P.M.E.,
D. CLARINVAL

Scellé du sceau de l’Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : n°0217 – 55-n°2877

Compte rendu intégral : 24 novembre 2022.

2° de woorden “, evenals de ambtenaren die zijn belast met het instellen van een onderzoek ter plaatse, overeenkomstig de artikelen 13, vierde lid, en 22, zesde lid,” worden opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ‘s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
Zelfstandigen en K.M.O.’s,
D. CLARINVAL

Met ‘s Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 0217 – 55-n° 2877

Integraal verslag : 24 november 2022.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2023/15118]

**19 JANVIER 2023. — Arrêté royal portant exécution de la loi
du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l’article 108 ;

Vu la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes, les articles 9, alinéas 1^{er} et 2, 11, alinéa 1^{er}, 14, alinéa 1^{er}, et 28, alinéa 7 ;

Vu l’arrêté royal du 31 août 1963 réglant l’application de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 5 octobre 2022 ;

Vu l’accord de la Secrétaire d’Etat au Budget, donné le 10 novembre 2022 ;

Vu l’avis 72.484/1 du Conseil d’Etat, donné le 6 décembre 2022, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité de moderniser les modalités des élections de l’Ordre des architectes ;

Considérant le faible niveau de risques pour le traitement des données à caractère personnel à l’occasion des élections ;

Considérant que, dans le cadre des élections électroniques visées par le présent arrêté, l’Ordre des architectes va principalement traiter des données auxquelles il a déjà accès, à savoir les données permettant d’identifier ses membres, recensés sur un des tableaux visés à l’article 3 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes, étant donné que seuls les membres inscrits aux tableaux peuvent voter ou se porter candidat ;

Considérant l’avis 72.484/1 de la section de législation du Conseil d’Etat du 6 décembre 2022, en vertu duquel elle conclut que les articles 2 à 17 du projet manquent de base légale en ce qui concerne les éléments essentiels du traitement des données à caractère personnel que sont, d’une part, les catégories de personnes ayant accès aux données à caractère personnel traitées et, d’autre part, la durée maximale de conservation des données à caractère personnel ;

Considérant que le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel et leur traitement sont des éléments essentiels d’une société démocratique ; que le respect du Règlement général sur la protection des données est un impératif indiscutable ; que le présent arrêté royal vise à respecter ces principes ;

Considérant que la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes détermine les catégories de personnes ayant accès aux données à caractère personnel, bien que de façon implicite, à travers son article 9 ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2023/15118]

**19 JANUARI 2023. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van de
wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten de artikelen 9, eerste en tweede lid, 11, eerste lid, 14, eerste lid, en 28, zevende lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1963 tot regeling van de toepassing van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 oktober 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 10 november 2022;

Gelet op het advies 72.484/1 van de Raad van State, gegeven op 6 december 2022 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de noodzaak om de nadere regels voor de verkiezingen van de Orde van architecten te moderniseren;

Overwegende het beperkt niveau van risico voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de verkiezingen;

Overwegende dat de Orde van architecten in het kader van de in dit besluit bedoelde elektronische verkiezingen hoofdzakelijk gegevens zal verwerken waartoe zij al toegang heeft, namelijk de gegevens om haar leden te identificeren die opgenomen zijn in een van de tabellen bedoeld in artikel 3 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten, aangezien alleen de in de tabellen opgenomen leden mogen stemmen of zich kandidaat mogen stellen;

Overwegende het advies 72.484/1 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State van 6 december 2022, waarin die besluit dat de artikelen 2 tot 17 van het ontwerp een rechtsgrond missen wat betreft de essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens, namelijk de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte persoonsgegevens aan de ene kant en de maximumduur van de opslag van persoonsgegevens aan de andere kant;

Overwegende dat de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer en de bescherming van persoonsgegevens en hun verwerking essentiële elementen zijn in een democratische samenleving; dat de naleving van de Algemene verordening gegevensbescherming een onbetwistbare verplichting is; dat dit koninklijk besluit tot doel heeft deze beginselen te eerbiedigen;

Overwegende dat de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten in artikel 9, zij het impliciet, bepaalt welke groepen van personen toegang hebben tot de persoonsgegevens; dat het gaat om de

qu'il s'agit des conseils de l'Ordre des architectes car ce sont eux qui organisent les élections ; que, si cela ne ressort pas expressément du texte de la loi, il ne saurait être contesté que cette règle découle de son esprit et du bon sens ; qu'aucun autre organe que les conseils n'aurait la légitimité d'organiser ces élections ;

Considérant que la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes détermine également le délai maximum de conservation des données à caractère personnel ; que la problématique doit être abordée de façon nuancée, c'est-à-dire en tenant compte du type de données à caractère personnel ; que la donnée « vote des électeurs » est anonymisée en vertu de l'article 17 du présent arrêté, ce qui implique qu'elle n'est pas une donnée à caractère personnel au sens du Règlement général sur la protection des données, et qu'elle est, au demeurant, supprimée à l'issue d'un délai pertinent en vertu de l'article 3, 7°, du même arrêté ; que les données « identité des candidats élus » et « qualité de candidat élu » sont conservées en fonction de la durée du mandat en vertu de l'article 11, alinéa 3, de la loi du 26 juin 1963 citée plus haut, qui ne permet pas d'exercer plus de deux mandats consécutifs ; que les données « identité des électeurs » et « identité des candidats non-élus » ne doivent pas être abordées sous l'angle des élections car l'Ordre dispose de ces données en raison de l'existence de tableaux où sont inscrits ses membres, condition élémentaire pour pouvoir exercer la profession, pour se porter candidat et pour voter ; que la question du délai maximum de conservation de ces données à l'issue des élections n'est donc pas pertinente puisque leur conservation et leur traitement restent nécessaires pour que l'Ordre des architectes puisse exercer ses missions légales ;

Considérant qu'il découle des éléments développés ci-dessus que la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes prévoit à suffisance, bien que parfois de façon implicite, les éléments essentiels liés au traitement des données à caractère personnel ; que le pouvoir général d'exécution conféré au Roi par l'article 108 de la Constitution complète la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes pour fonder le présent arrêté ;

Considérant que le législateur a donné délégation au Roi pour déterminer les modalités des élections des membres des conseils de l'Ordre des architectes ; qu'en réponse à l'une des remarques du Conseil d'Etat, l'alinéa 1^{er} de l'article 9 et l'alinéa 1^{er} de l'article 11 sont ajoutés aux bases légales initialement mentionnées ;

Considérant que, pour le surplus, le Conseil d'Etat a déjà formulé dans son avis 68.936/AG du 7 avril 2021 qu'il était conscient de l'historicité du droit ; que les lois qui ont été votées à une époque où les règles de délégation n'étaient pas interprétées d'une manière aussi stricte, sont désormais appliquées dans une époque qui préconise une interprétation plus stricte de ces règles (point 65 de cet avis) ; qu'à cet égard, le Conseil d'Etat notait, pour des délégations en lien avec la pandémie liée au COVID-19, qu'il ne lui appartenait pas d'examiner l'usage qui était fait des délégations à l'heure actuelle (point 65 du même avis) ; que dans le cadre d'une adaptation éventuelle de la loi en vue de la moderniser sur certains points, des précisions pourraient être apportées ;

Considérant, indépendamment des considérations reprises ci-avant, qu'il avait en tout état de cause été jugé préférable de solliciter l'avis de l'Autorité de protection des données, en particulier pour s'assurer que les précautions entourant l'organisation des élections électroniques étaient suffisantes ;

Considérant qu'en réponse à une remarque générale de l'Autorité de protection des données, laquelle n'a pas, au regard de sa charge importante de travail et de la portée limitée des traitements de données concernés par le présent arrêté royal, estimé nécessaire de formuler un avis spécifique, il est constaté que la finalité d'utilisation des données, à savoir l'organisation des élections, est suffisamment explicite et prévisible ; que ces élections sont organisées depuis de nombreuses années, l'objectif étant uniquement ici d'opter pour des élections électroniques, alors que les élections étaient organisées jusqu'à présent au format papier ; que la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes précise que le vote est obligatoire, qu'il en découle logiquement que le fait d'être membre implique d'y participer, et que le membre doit être identifié dans ce cadre comme électeur ou candidat ;

raden van de Orde van architecten omdat zij de verkiezingen organiseren; dat, hoewel dit niet uitdrukkelijk uit de tekst van de wet blijkt, niet kan worden betwist dat deze regel voortvloeit uit de geest ervan en uit het gezond verstand; dat geen enkele andere instantie dan de raden de legitimiteit zou hebben om deze verkiezingen te organiseren;

Overwegende dat de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten ook de maximumtermijn voor het bewaren van persoonsgegevens bepaalt; dat het probleem genuanceerd moet worden, dit wil zeggen rekening houdend met het soort persoonsgegevens; dat het gegeven "stem van de kiezers" geanonimiseerd wordt krachtens artikel 17 van dit besluit, wat betekent dat het geen persoonsgegeven is in de zin van de Algemene verordening gegevensbescherming, en dat het bovendien aan het einde van een relevante periode wordt gewist krachtens artikel 3, lid 7, van hetzelfde besluit; dat de gegevens "identiteit van de verkozen kandidaten" en "hoedanigheid van verkozen kandidaat" worden bijgehouden in functie van de duur van het mandaat op grond van artikel 11, lid 3, van de bovengenoemde wet van 26 juni 1963, op grond waarvan niet meer dan twee opeenvolgende mandaten kunnen worden uitgeoefend; dat de gegevens "identiteit van de kiezers" en "identiteit van de niet-verkozen kandidaten" niet mogen worden benaderd vanuit het oogpunt van de verkiezingen, aangezien de Orde over deze gegevens beschikt omwille van het bestaan van lijsten waarop haar leden ingeschreven zijn, wat een elementaire voorwaarde is om het beroep te mogen uitoefenen, zich verkiesbaar te stellen en te stemmen; dat de kwestie van de maximale bewaringstermijn van deze gegevens na de verkiezingen derhalve niet relevant is, aangezien de bewaring en verwerking ervan nog noodzakelijk blijven om de Orde van architecten toe te laten haar wettelijke taken uit te voeren;

Overwegende dat uit de hierboven ontwikkelde elementen volgt dat de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten voldoende, zij het soms impliciet, voorziet in de essentiële elementen in verband met de verwerking van persoonsgegevens; dat de algemene uitvoeringsbevoegdheid die bij artikel 108 van de Grondwet aan de Koning is toegekend, de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten aanvult om een grondslag te geven aan dit besluit;

Overwegende dat de wetgever aan de Koning de bevoegdheid heeft gegeven om de nadere regels voor de verkiezingen van de leden van de raden van de Orde van architecten vast te leggen; dat in antwoord op een van de opmerkingen van de Raad van State, het eerste lid van artikel 9 en het eerste lid van artikel 11 worden toegevoegd aan de aanvankelijk vermelde rechtsgronden;

Overwegende dat de Raad van State bovendien in zijn advies 68.936/AG van 7 april 2021 aangegeven heeft dat hij zich bewust is van de historiciteit van het recht; dat de wetten die zijn aangenomen in een tijd waarin de delegatieregels niet zo strikt werden geïnterpreteerd, nu worden toegepast in een periode die een striktere interpretatie van die regels voorstaat (punt 65 van dat advies); dat de Raad van State in dat opzicht voor delegaties in verband met de COVID-19-pandemie opmerkte dat het hem niet toekwam om het gebruik van de delegaties op dit moment te onderzoeken (punt 65 van hetzelfde advies); dat in het kader van een eventuele aanpassing van de wet om ze op bepaalde punten te moderniseren, verduidelijkingen zouden kunnen aangebracht worden;

Overwegende dat, onafhankelijk van de overwegingen hierboven, in elk geval geoordeeld werd dat het de voorkeur verdiende het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit te vragen, in het bijzonder om zich ervan te vergewissen dat de voorzorgsmaatregelen rond de organisatie van de elektronische verkiezingen toereikend waren;

Overwegende dat in antwoord op een algemene opmerking van de Gegevensbeschermingsautoriteit, die het, gezien haar grote werklast en de beperkte omvang van de gegevensverwerkingen in het kader van dit koninklijk besluit, niet nodig heeft geacht een specifiek advies uit te brengen, wordt vastgesteld dat het doel waarvoor de gegevens worden gebruikt, namelijk de organisatie van de verkiezingen, voldoende expliciet en voorzienbaar is; dat die verkiezingen al gedurende vele jaren worden georganiseerd, met alleen de bedoeling om nu te kiezen voor elektronische verkiezingen, terwijl de verkiezingen tot nu toe op papier werden georganiseerd; dat de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten bepaalt dat het stemmen verplicht is, dat hieruit logischerwijs volgt dat lid zijn de deelname aan de verkiezingen impliceert en dat het lid in dat verband moet worden geïdentificeerd als kiezer of kandidaat;

Sur la proposition du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des conseils de l'Ordre*

Section 1^{ère}. — *Composition*

Article 1^{er}. Chaque conseil de l'Ordre des architectes comprend sept membres effectifs et sept membres suppléants.

Section 2. — *Organisation des élections*

Art. 2. § 1^{er}. Les élections sont organisées par voie électronique. Tous les membres personnes physiques de l'Ordre, inscrits au tableau, peuvent être présents en tant que témoins aux opérations électorales qui se déroulent le dernier jour des élections aux sièges des conseils de l'Ordre, notamment le traitement électronique des votes, l'impression des procès-verbaux des opérations et la proclamation des résultats.

§ 2. Le conseil national de l'Ordre des architectes met à la disposition des conseils de l'Ordre le logiciel de vote électronique.

Pour émettre son vote, l'électeur s'identifie au moyen de sa carte d'identité électronique ou via itsme ou CSam ou tout autre système équivalent, sur le système informatique utilisé pour les élections par voie électronique.

L'électeur peut également, s'il le souhaite, se rendre au siège de son conseil de l'Ordre pour émettre son vote électronique de façon confidentielle.

Art. 3. Le système informatique utilisé pour les élections par voie électronique répond aux conditions suivantes :

1° le code source du logiciel utilisé pendant les élections est communiqué aux conseils d'appel de l'Ordre des architectes ;

2° le système est accompagné d'une attestation du fabricant certifiant que le système répond aux conditions fixées dans le présent arrêté ;

3° le fournisseur garantit une solution en cas de problèmes techniques ;

4° le système garantit, à chaque étape de la procédure, le scellé numérique de toutes les données relatives à l'élection ;

5° le système fournit des preuves d'intégrité, de traçabilité, de source et d'horodatage concernant toutes les données scellées numériquement ainsi que toutes les actions effectuées sur le système par le configurateur de l'élection, les présidents des conseils de l'Ordre et le président du conseil national de l'Ordre ;

6° le système permet de contrôler le résultat des élections et d'effectuer, le cas échéant, un éventuel recomptage ;

7° les données scellées sont détruites dès que tous les délais prévus pour introduire un recours à l'encontre du résultat des élections ont été épuisés ;

8° à l'issue de chaque élection et pendant une durée de trois ans prenant cours le lendemain de l'élection, les données nécessaires et suffisantes permettant de vérifier le bon déroulement des opérations électorales peuvent être exigées par tout électeur et doivent, le cas échéant, être communiquées par le fournisseur.

Art. 4. Le Président du conseil national de l'Ordre fixe la date et l'heure de clôture des élections électroniques et en informe les électeurs par courrier électronique, ou par courrier simple aux électeurs qui n'ont pas fait connaître leur adresse e-mail à l'Ordre ou qui en font la demande, ainsi que par une publication sur le site internet de l'Ordre des architectes.

Art. 5. Deux mois au moins avant la date de clôture des élections, par lettre adressée par courrier électronique, ou par courrier simple aux électeurs qui n'ont pas fait connaître leur adresse e-mail à l'Ordre ou qui en font la demande, le président de chaque conseil de l'Ordre informe tous les membres de l'Ordre inscrits au tableau de la date et de l'heure de clôture des élections électroniques et de la date ultime pour la réception des candidatures. Les modalités de présentation des candidatures sont jointes à la lettre adressée par courrier électronique ou par courrier simple et sont également publiées sur le site internet de l'Ordre.

Op de voordracht van de Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *De raden van de Orde*

Afdeling 1. — *Samenstelling*

Artikel 1. Elke raad van de Orde van architecten is samengesteld uit zeven gewone leden en zeven plaatsvervangende leden.

Afdeling 2. — *Inrichting van de verkiezingen*

Art. 2. § 1. De verkiezingen worden ingericht op elektronische wijze. Alle leden van de Orde die natuurlijke personen zijn en ingeschreven zijn op de tabel, mogen als getuige aanwezig zijn bij de kiesverrichtingen die plaatsvinden op de laatste dag van de verkiezingen op de zetel van de raden van de Orde, met name de elektronische verwerking van de stemmen, het afdrukken van de processen-verbaal van de stemverrichtingen en de bekendmaking van de resultaten.

§ 2. De nationale raad van de Orde van architecten stelt de software voor de elektronische stemming ter beschikking van de raden van de Orde.

Om zijn stem uit te brengen, identificeert de kiezer zich met zijn elektronische identiteitskaart of via itsme of CSam of elk ander soortgelijk systeem, op het computersysteem dat wordt gebruikt voor de verkiezingen met elektronische stemming.

Indien hij dit wenst, kan de kiezer ook naar de zetel van zijn raad van de Orde gaan om zijn elektronische stem op vertrouwelijke wijze uit te brengen.

Art. 3. Het computersysteem dat wordt gebruikt voor de verkiezingen met elektronische stemming beantwoordt aan de volgende voorwaarden:

1° de broncode van de tijdens de verkiezingen gebruikte software wordt meegedeeld aan de raden van beroep van de Orde van architecten;

2° het systeem gaat vergezeld van een attest van de fabrikant waarin die verklaart dat het systeem beantwoordt aan de in dit besluit vastgelegde voorwaarden;

3° de leverancier waarborgt een oplossing in geval van technische problemen;

4° het systeem waarborgt in elke stap van de procedure de digitale verzegeling van alle gegevens met betrekking tot de verkiezing;

5° het systeem levert bewijzen over de integriteit, traceerbaarheid, bron en datum- en uuraanduiding van alle digitaal verzegelde gegevens, alsook van alle handelingen uitgevoerd op het systeem door de configurator van de verkiezing, de voorzitters van de raden van de Orde en de voorzitter van de nationale raad van de Orde;

6° het systeem maakt het mogelijk het resultaat van de verkiezingen te controleren en, in voorkomend geval, een eventuele hertelling uit te voeren;

7° de verzegelde gegevens worden vernietigd zodra alle voorziene termijnen om beroep aan te tekenen tegen het resultaat van de verkiezingen verlopen zijn;

8° na elke verkiezing en tijdens een periode van drie jaar vanaf de eerste dag na de verkiezing, kunnen de gegevens die vereist en voldoende zijn om het correcte verloop van de kiesverrichtingen te controleren, worden opgevraagd door elke kiezer. Deze gegevens moeten in voorkomend geval worden bezorgd door de leverancier.

Art. 4. De voorzitter van de nationale raad van de Orde legt de datum en het uur van de afsluiting van de elektronische verkiezingen vast en brengt de kiezers daarvan op de hoogte via mail of met de gewone post voor kiezers die geen e-mailadres hebben opgegeven aan de Orde of die hierom verzoeken, alsook met een publicatie op de website van de Orde van architecten.

Art. 5. Met een mail of met de gewone post voor kiezers die geen e-mailadres hebben opgegeven aan de Orde of die hierom verzoeken brengt de voorzitter van elke raad van de Orde alle leden van de Orde die zijn ingeschreven op de tabel minstens twee maanden voor de afsluitingsdatum van de verkiezingen op de hoogte van de datum en het uur van de afsluiting van de elektronische verkiezingen en van de uiterste datum voor het in ontvangst nemen van de candidaturen. De regels voor indiening van de candidaturen worden bij de mail of de gewone brief gevoegd en ook gepubliceerd op de website van de Orde.

Art. 6. § 1^{er}. Pour être recevables, les candidatures doivent être introduites par voie électronique via le système informatique prévu à l'article 3 au plus tard trente jours avant la date de clôture des élections.

Les candidats doivent réunir à cette date les conditions d'éligibilité prévues à l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes. Le système délivre automatiquement un accusé de réception électronique aux candidats.

§ 2. Si le membre qui souhaite présenter sa candidature n'a pas accès à internet ou ne parvient pas à s'identifier, il se rend au siège de son conseil de l'Ordre, où il pourra déposer sa candidature contre accusé de réception. Il peut également envoyer sa candidature à son conseil de l'Ordre par courrier recommandé avec accusé de réception.

Art. 7. L'assesseur juridique de chaque conseil de l'Ordre vérifie les conditions d'éligibilité des candidats.

Art. 8. Les actes de candidature mentionnent les nom, prénoms et domicile du candidat.

Art. 9. Si le nombre de candidatures présentées régulièrement est inférieur au nombre de membres à élire, le Bureau complète la liste des candidats en établissant une liste paritaire de membres masculins et féminins éligibles auxquels il fait appel alternativement dans l'ordre suivant :

1° le membre féminin le plus jeune choisi parmi les membres éligibles ;

2° le membre masculin le plus jeune choisi parmi les membres éligibles ;

3° le membre féminin le plus âgé choisi parmi les membres éligibles ;

4° le membre masculin le plus âgé choisi parmi les membres éligibles.

En cas de refus d'un membre d'une catégorie, le Bureau fait appel au membre suivant de la même catégorie venant en ordre utile.

Art. 10. Trente jours au moins avant la date de clôture des élections, le président de chaque conseil de l'Ordre communique aux électeurs par courrier électronique avec accusé de lecture, ou par courrier simple aux électeurs qui n'ont pas fait connaître leur adresse e-mail à l'Ordre ou qui en font la demande, le mode d'emploi relatif à l'exécution du vote électronique. Celui-ci est également publié sur le site internet de l'Ordre.

Quinze jours avant la date de clôture des élections, le Président de chaque conseil de l'Ordre porte à la connaissance des électeurs la liste des candidats (par ordre alphabétique) par courrier électronique avec accusé de lecture, ou par courrier simple aux électeurs qui n'ont pas fait connaître leur adresse e-mail à l'Ordre ou qui en font la demande, et leur signale l'ouverture des opérations de vote électronique. La liste des candidats est également publiée sur le site internet de l'Ordre.

Art. 11. L'électeur est authentifié par le système électronique de vote au moyen de sa carte d'identité électronique ou via itsme ou CSam ou tout autre système équivalent afin de vérifier son identité et de s'assurer qu'il n'a pas encore voté.

Art. 12. L'électeur exprime son vote sur le bulletin de vote électronique suivant le mode d'emploi et les instructions de vote affichées sur l'écran.

Art. 13. Chaque électeur ne dispose que d'une seule voix.

Il doit exprimer son vote dans le délai de quinze jours compris entre l'ouverture et la clôture des opérations de vote électronique tel que prévu à l'article 10, alinéa 2.

S'il est connecté au système de vote avant l'heure de clôture, il peut valablement mener jusqu'à son terme la procédure de vote dans la limite de quinze minutes à partir de la clôture du scrutin.

Art. 14. À peine de nullité, l'électeur pointe sur le bulletin de vote électronique au maximum autant de candidats qu'il y a de membres effectifs et suppléants à élire.

Lorsque l'électeur pointe sur le bulletin de vote plusieurs candidats, sa voix est divisée au prorata du nombre de candidats pour lesquels il vote.

Art. 15. Après avoir émis son vote, l'électeur peut à tout moment vérifier que son bulletin de vote se trouve dans l'urne numérique et que son vote a bien été pris en compte.

Art. 16. Dès que l'électeur envoie son bulletin de vote dans l'urne électronique, celui-ci est crypté.

Art. 6. § 1. Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidaturen uiterlijk dertig dagen voor de afsluitingsdatum van de verkiezingen elektronisch worden ingediend via het computersysteem bepaald in artikel 3.

De kandidaten moeten op die datum voldoen aan de voorwaarden inzake verkiesbaarheid bepaald in artikel 11, lid 1, van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten. Het systeem stuurt automatisch een elektronische ontvangstbevestiging naar de kandidaten.

§ 2. Indien het lid dat zich kandidaat wil stellen, niet beschikt over een internetverbinding of er niet in slaagt zich te identificeren, gaat hij naar de zetel van zijn raad van de Orde waar hij zijn kandidatuur kan indienen tegen ontvangstbevestiging. Hij kan zijn kandidatuur ook per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging naar zijn raad van de Orde sturen.

Art. 7. De rechtskundig bijzitter van elke raad van de Orde controleert de voorwaarden inzake verkiesbaarheid van de kandidaten.

Art. 8. De kandidatuurstellingen vermelden de naam, voornamen en woonplaats van de kandidaat.

Art. 9. Indien het aantal regelmatig voorgedragen kandidaten kleiner is dan het aantal te verkiezen leden, vult het Bureau de lijst van de kandidaten aan door een paritaire lijst van mannelijke en vrouwelijke verkiesbare leden op te stellen, op wie het afwisselend een beroep kan doen in de volgende volgorde:

1° het jongste vrouwelijke lid gekozen onder de verkiesbare leden;

2° het jongste mannelijke lid gekozen onder de verkiesbare leden;

3° het oudste vrouwelijke lid gekozen onder de verkiesbare leden;

4° het oudste mannelijke lid gekozen onder de verkiesbare leden.

Bij weigering van een lid uit één categorie doet het Bureau een beroep op het volgende lid uit dezelfde aan de beurt komende categorie.

Art. 10. Ten minste dertig dagen voor de afsluitingsdatum van de verkiezingen bezorgt de voorzitter van elke raad van de Orde de kiezers via mail met leesbevestiging of met de gewone post voor kiezers die geen e-mailadres hebben opgegeven aan de Orde of die hierom verzoeken de gebruiksaanwijzing voor de elektronische stemming. Die wordt ook gepubliceerd op de website van de Orde.

Vijftien dagen voor de afsluitingsdatum van de verkiezingen brengt de voorzitter van elke raad van de Orde de lijst van de kandidaten (in alfabetische volgorde) ter kennis van de kiezers via mail met leesbevestiging of met de gewone post voor kiezers die geen e-mailadres hebben opgegeven aan de Orde of die hierom hebben verzocht, en informeert hij hen over de opening van de elektronische kiesverrichtingen. De lijst van de kandidaten wordt ook gepubliceerd op de website van de Orde.

Art. 11. De kiezer wordt geauthentiseerd door het elektronisch stelsysteem met zijn elektronische identiteitskaart of via itsme of CSam of elk ander soortgelijk systeem om zijn identiteit te controleren en na te gaan of hij nog niet gestemd heeft.

Art. 12. De kiezer brengt zijn stem uit op het elektronische stembriefje volgens de gebruiksaanwijzing en de steminstructies op het scherm.

Art. 13. Elke kiezer heeft slechts één stem.

Hij moet zijn stem uitbrengen binnen de termijn van vijftien dagen tussen de opening en afsluiting van de elektronische kiesverrichtingen zoals bepaald in artikel 10, tweede lid.

Wanneer hij voor de afsluiting aangesloten is op het stelsysteem, kan hij de stemmingsprocedure geldig voleindigen binnen een tijdsduur van vijftien minuten na de sluiting van de stemming.

Art. 14. Op straffe van ongeldigheid stipt de kiezer op het elektronische stembriefje maximaal zoveel kandidaten aan als er gewone en plaatsvervangende leden te kiezen zijn.

Wanneer de kiezer op het stembriefje meerdere kandidaten aanstipt, wordt zijn stem verdeeld in verhouding tot het aantal kandidaten waarvoor hij stemt.

Art. 15. Nadat hij zijn stem heeft uitgebracht, kan de kiezer op elk moment controleren of zijn stembriefje in de digitale stembus zit en of zijn stem in aanmerking werd genomen.

Art. 16. Zodra de kiezer zijn stembriefje naar de elektronische stembus stuurt, wordt zijn stem versleuteld.

Art. 17. Le système électronique rend anonyme le vote de l'électeur afin de respecter le secret des votes et il assure l'impossibilité de reconstruire l'ordre des bulletins de vote avec leur ordre d'inscription dans l'urne électronique.

Section 3. — Du dépouillement des votes

Art. 18. Aucun vote ne peut être effectué après le jour et l'heure de la clôture des élections électroniques. Sont blancs les bulletins de vote électroniques qui ne portent l'indication d'aucun suffrage. Ces bulletins de vote sont enregistrés comme blancs par le système de vote électronique.

Art. 19. Immédiatement après la clôture du scrutin, il est procédé au traitement électronique des votes. Les données enregistrées sont décryptées par le système informatique sans porter atteinte au secret des votes. Le Bureau de chaque conseil de l'Ordre assisté par un ou plusieurs membres de ce conseil, lesquels sont désignés par le président du conseil concerné, constitue le bureau de dépouillement. Tout membre de l'Ordre peut, s'il le souhaite, être présent en tant que témoin à ces opérations.

Art. 20. Pour chaque conseil de l'Ordre, le système informatique génère la liste des électeurs qui ont participé au scrutin et la liste des électeurs qui n'ont pas participé au scrutin. Ces listes sont envoyées au conseil de l'Ordre compétent où elles sont archivées de façon électronique et conservées jusqu'à l'organisation des prochaines élections.

Art. 21. Lorsque l'ensemble des votes a été comptabilisé, le système informatique génère pour chaque conseil de l'Ordre un procès-verbal électronique. Une copie de chaque procès-verbal est envoyée par voie électronique au conseil national de l'Ordre ainsi qu'au conseil d'appel compétent. Les procès-verbaux sont archivés de façon électronique.

Art. 22. Les membres effectifs et suppléants du conseil de l'Ordre sont désignés conformément aux modalités fixées à l'article 9 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes. Les résultats des élections au sein des conseils de l'Ordre sont immédiatement proclamés par le bureau de dépouillement et publiés sur le site internet de la section du conseil national dont ils relèvent.

Section 4. — Recours

Art. 23. Tout membre personne physique inscrit au tableau du conseil de l'Ordre peut introduire un recours contre les résultats du scrutin de son conseil de l'Ordre, dans les huit jours de leur publication sur le site internet de l'Ordre. Le recours doit être formé par envoi recommandé, adressé au président du conseil d'appel compétent aux termes de l'article 27 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.

Art. 24. Le conseil d'appel statue en dernier ressort sur le recours, dans les quinze jours de la réception de l'envoi recommandé.

Art. 25. Si l'élection est annulée partiellement ou totalement, le conseil national fixe la date à laquelle le conseil de l'Ordre intéressé doit procéder à de nouvelles élections.

Section 5. — Composition des bureaux

Art. 26. A l'expiration du délai fixé à l'article 24 pour les recours contre les élections du conseil et huit jours au moins avant l'expiration du mandat du Bureau sortant, le nouveau conseil est réuni à l'initiative et sous la présidence du président sortant.

Art. 27. À cette réunion, le nouveau conseil élit parmi ses membres effectifs les trois membres du Bureau : le président d'abord, le vice-président ensuite et enfin le secrétaire. Ces élections ont lieu par scrutins séparés et à la majorité absolue du nombre de votes. Le vote est secret ; à peine de nullité, chaque bulletin ne peut mentionner qu'un seul nom.

Art. 28. Le dépouillement est effectué par les deux plus jeunes membres du conseil, immédiatement après chaque scrutin.

Les résultats sont aussitôt proclamés.

Art. 29. Si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas de parité de voix, la préférence est donnée au candidat le plus ancien d'après l'ordre d'inscription au tableau, et à ancienneté égale, au plus âgé.

Art. 17. Het elektronische systeem anonimiseert de stem van de kiezer om een geheime stemming te waarborgen en zorgt ervoor dat het onmogelijk is de volgorde van de stembriefjes te reconstrueren met hun inschrijvingsvolgorde in de elektronische stembus.

Afdeling 3. — De stemopneming

Art. 18. Na de dag en het uur van de afsluiting van de elektronische stemming mag geen enkele stem meer worden uitgebracht. De elektronische stembriefjes die geen enkele stemaanduiding bevatten, worden als blanco beschouwd. Deze stembriefjes worden geregistreerd als blanco door het elektronische stemsysteem.

Art. 19. De stemmen worden onmiddellijk na de sluiting van de stemming elektronisch verwerkt. De geregistreerde gegevens worden door het computersysteem versleuteld zonder het geheim van de stemming in gevaar te brengen. Het Bureau van elke raad van de Orde bijgestaan door een of meer leden van die raad, die zijn aangesteld door de voorzitter van de betrokken raad, vormen het stemopnemingsbureau. Elk lid van de Orde mag, indien hij dit wenst, als getuige aanwezig zijn bij deze verrichtingen.

Art. 20. Voor elke raad van de Orde genereert het computersysteem de lijst van de kiezers die hun stem hebben uitgebracht en de lijst van de kiezers die geen stem hebben uitgebracht. Deze lijsten worden verstuurd naar de raad van de bevoegde orde waar ze op elektronische wijze worden gearchiveerd en worden bewaard tot aan de volgende verkiezingen.

Art. 21. Wanneer alle stemmen werden geboekt, genereert het computersysteem voor elke raad van de Orde een elektronisch proces-verbaal. Een kopie van elk proces-verbaal wordt via elektronische weg naar de nationale raad van de Orde en naar de bevoegde raad van beroep gestuurd. De processen-verbaal worden elektronisch gearchiveerd.

Art. 22. De gewone en plaatsvervangende leden van de raad van de Orde worden aangesteld overeenkomstig de bepalingen vastgelegd in artikel 9 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten. De verkiezingsuitslagen binnen de raden van de orde worden onmiddellijk bekendgemaakt door het stemopnemingsbureau en gepubliceerd op de website van de afdeling van de nationale raad waaronder ze vallen.

Afdeling 4. — Beroep

Art. 23. Elke natuurlijke persoon die is ingeschreven op de tabel van de raad van de Orde kan beroep aantekenen tegen de verkiezingsuitslagen van zijn raad van de Orde, binnen acht dagen na publicatie ervan op de website van de Orde. Het beroep moet bij aangetekende zending gericht worden aan de voorzitter van de raad van beroep die volgens artikel 27 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten bevoegd is.

Art. 24. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aangetekende zending doet de raad van beroep, in laatste aanleg, uitspraak over het beroep.

Art. 25. Indien de verkiezing geheel of gedeeltelijk nietig wordt verklaard, legt de nationale raad de datum vast waarop de betrokken raad van de Orde tot nieuwe verkiezingen moet overgaan.

Afdeling 5. — Samenstelling van de bureaux

Art. 26. Na verloop van de in artikel 24 bepaalde termijn voor beroep tegen de verkiezingen van de raad, en tenminste acht dagen voor het einde van het mandaat van het uittredend Bureau, vergadert de nieuwe raad op initiatief en onder voorzitterschap van de uittredende voorzitter.

Art. 27. Op deze vergadering kiest de nieuwe raad onder zijn gewone leden de drie leden van het Bureau: eerst de voorzitter, daarna de ondervoorzitter en ten slotte de secretaris. Deze verkiezingen vinden plaats bij afzonderlijke stemming en met de volstreekte meerderheid van de stemmen. De stemming is geheim; op straf van ongeldigheid mag ieder stembriefje slechts één enkele naam vermelden.

Art. 28. De stemopneming gebeurt door de twee jongste leden van de raad, onmiddellijk na elke stemming.

De uitslagen worden onmiddellijk bekendgemaakt.

Art. 29. Indien geen enkele kandidaat de volstreekte meerderheid behaalt, volgt een herstemming tussen de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Bij staking van stemmen, gaat de voorkeur uit naar de kandidaat die het langst ingeschreven is op de tabel en bij gelijke anciënniteit naar de oudste kandidaat.

Art. 30. En cas de recours aboutissant à l'annulation des élections organisées conformément aux articles 14 et 34 à 36 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes, les membres en fonction à la date des élections restent en fonction dans l'attente de l'organisation de nouvelles élections. Ces dernières sont organisées dans un délai maximal de trois mois à compter de l'annulation.

CHAPITRE 2. — Des conseils d'appel

Art. 31. Le tirage au sort prévu par l'article 28, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes, modifié par la loi du 1^{er} mars 2007, en vue de la composition des conseils d'appel désigne trois membres effectifs et leurs suppléants ainsi que le membre effectif et son suppléant appelé à remplacer un membre du conseil d'appel en cas d'incompatibilité visée à l'article 28, alinéa 5, de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.

Art. 32. Un tirage au sort a lieu chaque fois qu'il y a une vacance d'un mandat de membre effectif, de membre suppléant d'un conseil d'appel ou de membre suppléant, et est effectué à l'initiative du président de ce conseil et en présence du greffier ou du greffier suppléant.

Art. 33. § 1^{er}. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à la vacance d'un mandat de membre effectif ou de membre suppléant d'un conseil d'appel, le greffier prépare, tout d'abord, autant de billets qu'il y a de conseils de l'Ordre du ressort du conseil d'appel, déduction faite des conseils dont un membre exerce déjà un mandat de membre effectif au conseil d'appel. Sur chacun des billets, il écrit le nom d'un conseil de l'Ordre non représenté au conseil d'appel.

Il plie chacun de ces billets en quatre, les introduit dans une urne et les mélange.

Le président extrait ensuite de l'urne autant de billets qu'il y a de mandats à conférer. Les billets sortis désignent le ou les conseils de l'Ordre au sein desquels doivent être choisis les membres des conseils d'appel à désigner par le sort.

§ 2. Pour chacun des conseils de l'Ordre, ainsi désignés, le greffier prépare, ensuite, autant de billets qu'il y a de membres effectifs au sein de ces conseils de l'Ordre. Chaque billet porte le nom d'un de ces membres. Il plie chacun de ces billets en quatre, les introduit dans une urne et les mélange.

Pour chaque conseil de l'Ordre, le président extrait de l'urne deux billets. Le premier billet indique le nom du membre effectif, le second billet indique le nom du membre suppléant.

Art. 34. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à la vacance d'un mandat de membre suppléant d'un conseil d'appel, il est procédé ainsi qu'il est dit à l'article 33, § 2, mais uniquement pour le conseil de l'Ordre intéressé. Toutefois, le président n'extrait de l'urne qu'un seul bulletin. Celui-ci indique le nom du membre élu.

Art. 35. Le procès-verbal du tirage au sort est dressé en double exemplaire par le greffier.

Immédiatement après la clôture des opérations, un exemplaire est envoyé au conseil national de l'Ordre, le second est déposé aux archives du conseil intéressé.

Notification des désignations est faite par le greffier aux conseils de l'Ordre auxquels appartiennent les membres désignés par le sort.

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 36. L'arrêté royal du 31 août 1963 réglant l'application de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes, modifié par les arrêtés royaux du 7 avril 1983 et du 13 avril 1992, est abrogé.

Art. 37. Pour les traitements de données à caractère personnel réalisés en application du présent arrêté, l'Ordre des architectes est responsable du traitement au sens du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Art. 38. Le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,
D. CLARINVAL

Art. 30. In geval van beroep dat leidt tot de annulering van de verkiezingen georganiseerd overeenkomstig de artikelen 14 en 34 tot 36 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten, blijven de leden die in functie zijn op de datum van de verkiezingen in functie in afwachting van nieuwe verkiezingen. Die worden georganiseerd binnen een termijn van maximaal drie maanden na de annulering.

HOOFDSTUK 2. — De raden van beroep

Art. 31. De loting voorzien in artikel 28, eerste lid, van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten, gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, met het oog op de samenstelling van de raden van beroep, duidt drie gewone leden en hun plaatsvervaarders aan, en ook het gewoon lid en zijn plaatsvervanger die een lid van de raad van beroep moet vervangen ingeval van een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 28, vijfde lid, van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten.

Art. 32. Telkens als een mandaat van een gewoon lid, van een plaatsvervangend lid van een raad van beroep of van een plaatsvervangend lid openvalt, heeft een loting plaats, op initiatief van de voorzitter van die raad en in het bijzijn van de griffier of van de plaatsvervangend griffier.

Art. 33. § 1. Wanneer in de vacature van een mandaat van gewoon lid of van plaatsvervangend lid van een raad van beroep moet worden voorzien, maakt de griffier eerst zoveel briefjes klaar als er raden van de Orde van het rechtsgebied van de raad van beroep zijn, met aftrek van de raden waarvan een lid al een mandaat van gewoon lid in de raad van beroep uitoefent. Op elk van die briefjes schrijft hij de naam van een raad van de Orde die niet in de raad van beroep vertegenwoordigd is.

Hij vouwt elk briefje in vieren, steekt ze in een stembus en schudt ze door elkaar.

De voorzitter haalt dan uit de stembus zoveel briefjes als er mandaten toe te kennen zijn. De uitgehaalde briefjes duiden de raad of de raden van de Orde aan waarin de door het lot aan te wijzen leden voor de raden van beroep moeten worden gekozen.

§ 2. Voor elke aldus aangeduide raad van de Orde, maakt de griffier vervolgens zoveel briefjes klaar als er gewone leden in die raden van de Orde zijn. Op elk briefje staat de naam van een van die leden. Hij vouwt elk briefje in vieren, steekt ze in een stembus en schudt ze door elkaar.

Voor elke raad van de Orde haalt de voorzitter twee briefjes uit de bus. Het eerste briefje geeft de naam van het gewoon lid aan, het tweede die van het plaatsvervangend lid.

Art. 34. Wanneer in de vacature van een mandaat van plaatsvervangend lid van een raad van beroep moet worden voorzien, wordt gehandeld zoals is aangegeven in artikel 33, § 2, maar alleen voor de betrokken raad van de Orde. De voorzitter haalt echter slechts één briefje uit de bus. Dit geeft de naam aan van het verkozen lid.

Art. 35. Het proces-verbaal van de loting wordt door de griffier in duplo opgemaakt.

Dadelijk na het einde van de verrichtingen wordt een exemplaar naar de nationale raad van de Orde gezonden. Het tweede wordt bewaard in het archief van de betrokken raad.

De griffier geeft van de aanwijzingen schriftelijk kennis aan de raden van de Orde waartoe de door het lot aangewezen leden behoren.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 36. Het koninklijk besluit van 31 augustus 1963 tot regeling van de toepassing van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 april 1983 en van 13 april 1992, wordt opgeheven.

Art. 37. Voor de verwerkingen van persoonsgegevens in uitvoering van dit besluit, is de Orde van architecten verwerkingsverantwoordelijke in de zin van de Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 38. De minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 januari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,
D. CLARINVAL